



SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 15 SEPTEMBRE 2022

Délibération N° 2022-093-DC

<p>Date d'affichage : 19 SEP. 2022</p> <p>Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41</p> <p>Présents : 51 Excusés / absents : 30 dont pouvoir(s) : 15</p> <p>Nombre de votants : 66</p> <p>Secrétaire de séance : Guy BERTIN</p> <p>Date de transmission au contrôle de légalité : 19 SEP. 2022</p>	<p>Le quinze septembre deux mille vingt-deux à 17 heures 45, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le neuf septembre deux mille vingt-deux.</p> <p>Membres présents : Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Amel FROGER Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Christian GALLE, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Michel DELPHIN, Nathalie MORON, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, François BREE, Patricia COCHET, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY</p> <p>Excusés / absents : Nicole MOISY, Rodolphe MIRANDE, Sophie METAYER, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND, Nathalie SECOUE, Colette GAGNEUX, Éric POEHR, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME</p> <p>Dont excusés ayant donné pouvoir : Nicole MOISY à François BREE, Sophie METAYER à Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND à Jean-Philippe RETIF, Pierre-Yves DOUET à Jackie GOULET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Alain BOISSONNOT pouvoir à Christian GALLE, Colette GAGNEUX à Michel DELPHIN, Éric POEHR à Catherine EVILLARD, Noël NERON à Astrid LELIEVRE, Nathalie LIEBAULT à Béatrice GUILLON, Bruno PROD'HOMME à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Christophe CARDET à Arlette BOURDIER, Gaëlle FAURE à Marc-Antoine NERON, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU</p>
--	--

RÉSEAU DE TRANSPORTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION – CONTRAT « OBLIGATION DE SERVICE PUBLIC » POUR L'EXPLOITATION DU RÉSEAU DE TRANSPORTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE - AVENANT N°6

CONSIDÉRANT la nécessité de faire évoluer le contrat de service public entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la SPL Saumur Agglobus pour prendre en compte les modifications concernant la gestion des vélos du service AVAE, les modalités de reversement des recettes hors transports scolaires à l'Agglomération, le transfert de la gestion des espaces publicitaires des bus de la SPL à l'Agglomération et de nouveaux abris voyageurs situés sur le PEM Balzac de l'Agglomération à la SPL et les ajustements des services de transports nécessaires ;

Il est proposé d'effectuer les modifications suivantes :

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20220915-2022-093-DC-DE
Date de télétransmission : 19/09/2022
Date de réception en préfecture : 19/09/2022

Suite à la décision du Conseil d'État du 6 novembre 2009 et conformément à l'avis rendu par la Direction Générale des finances publiques du Maine et Loire et le Service de Gestion comptable (SGC) de Saumur, il est nécessaire de requalifier les recettes en recettes privées sans pour autant en changer le propriétaire, la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire. La régie de recettes n'est plus nécessaire pour manier ces recettes.
Les **modalités d'encaissement et de reversement des recettes hors transports scolaires** sont détaillées dans l'annexe 18 et mises en place dès que les procédures administratives le permettent.
Sans conséquences financières.

2. L'Agglomération Saumur Val de Loire a engagé un plan d'investissement pluriannuel d'investissement pour constituer la flotte du service AVAE. Le parc se compose aujourd'hui de 302 vélos à assistance électrique classique, de 15 vélos musculaires, 6 vélos pliants musculaires, 7 vélos cargos familiaux à assistance électrique et 3 vélos rallongés à assistance électrique soit 333 vélos.

Pour prendre en compte ces évolutions, les coûts du service doivent évoluer selon les principes suivants :

- Modification du mode de calcul des coûts d'entretien : auparavant le coût était linéaire, le nouveau mode de calcul tient compte de l'âge du vélo et la périodicité de changements de certaines pièces ;
- Pour 2022, la masse salariale pour la gestion des vélos supplémentaires ne sera pas augmentée car les nouveaux vélos ont été réceptionnés par la SPL Saumur Agglobus en mai et en juillet 2022 ;
- La SPL Saumur Agglobus achètera 20 vélos chaque année à partir de 2023 pour remplacer les vélos vendus par l'Agglomération (en 2023, la vente des vélos acquis en 2017 et 2018) et 38 vélos en 2023 pour atteindre une flotte de 350 vélos ;
- Pour les vélos non vendus et âgés de 5 ans, la batterie sera changée ;
- Le prix de la location des vélos proposé actuellement, inclut l'assurance des vélos hors responsabilité civile. A compter de janvier 2023, le coût de cette assurance sera supporté par la SPL Saumur Agglobus jusqu'à la modification de la tarification du service AVAE le 15 avril 2023 ;
- **Impact financier = + 100 118.48€ HT pour 2023.**

3. Pour améliorer le confort des usagers du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) Balzac à Saumur, des nouveaux **abris** ont été acquis par l'Agglomération. A compter du 1er septembre 2022, cette dernière met ces abris à disposition de la SPL Saumur Agglobus (**Impact financier = + 2000€ HT en 2023**).

4. Des **ajustements de services de transport** ont été nécessaires pour adapter l'offre à la demande (**Impact financier = +70 368.69€ HT en 2023**) :

- Création d'un service entre Courléon et Saumur suite au transfert de compétence avec la Région Pays de la Loire (montant du transfert en cours de discussion avec la Région) à partir du 1er septembre 2022 (**Impact financier pour 2023 = + 73 574.85€ HT**) ;
- Maintien de la navette entre l'AFPA de Doué et l'arrêt "Doué - place du Champ de Foire" jusqu'au 31 décembre 2022 pour une expérimentation (partenariat de formation entre CCI, AFPA et Corylus Formation) ;
- Modification de l'offre "ligne touristique" à partir de juin 2022 (transformation d'horaires fixes en horaires en transport à la demande) (**Impact financier pour 2023 = - 6 741€ HT**) ;
- Modification de la ligne 1 pour offrir aux militaires de la caserne de Fontevraud des trajets entre Saumur et Fontevraud : deux trajets le matin et un retour le soir (**Impact financier pour 2023 = + 3 534.84€ HT**) ;

5. Le Conseil d'administration de la SPL Saumur Agglobus propose à l'Agglomération d'augmenter la **masse salariale (Impact financier = + 130 500€ HT en 2023)** de la SPL Saumur Agglobus pour que cette dernière soit en mesure de répondre aux besoins de mobilités de l'Agglomération :

- Un assistant d'exploitation (CDI à partir du 15 septembre 2022) ;
- Un contrôleur transport (CDI à partir du 15 septembre 2022) ;
- Un chargé de mission : vision et stratégie de l'entreprise (CDD d'un an à partir du 1er novembre 2022)

6. Une étude sur le choix de la motorisation du parc a été lancée dans le courant du 3ème trimestre 2022. En attente des conclusions définitives, il est proposé de décaler d'une année l'investissement d'un véhicule (Impact financier = -19 833€ HT en 2022).

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20220913-2022-035-DC-DE
Date de télétransmission : 18/09/2022
Date de réception préfecture : 19/09/2022

7. Dans le contrat initial, il était prévu une enquête "origine destination" en 2022 d'un montant de 33 200€ HT. Cette enquête ne sera pas réalisée en 2022 mais décalée en 2025 pour évaluer les déplacements suite à la mise en œuvre du projet "Amélioration du réseau urbain de Saumur".

8. Dans le cadre du projet d'amélioration du réseau urbain de Saumur, une Assistance à Maitrise d'Ouvrage est valorisée en 2023 (impact financier en 2023 = + 39 000€ HT).

Ces modifications auront les impacts financiers suivants sur le montant annuel du compte d'exploitation :

En HT valeur 2019			
En HT valeur 2019	2022 (avenant 5)	2022 (avenant 6)	Evolution
Transport urbain	1 487 720€	1 454 896€	- 2.21%
Transport périurbain / scolaire	5 100 991€	5 141 080€	+ 0.79%
Service AVAE	104 685€	121 739€	+ 16.29%
Transport à la demande	242 371€	242 633€	+ 0.11%
Total	6 935 767€	6 960 348€	+ 0.35%

En HT valeur 2019			
En HT valeur 2019	2023 (avenant 5)	2023 (avenant 6)	Evolution
Transport urbain	1 465 224€	1 568 068€	+ 7.02%
Transport périurbain / scolaire	5 100 991€	5 238 166€	+ 2.69%
Service AVAE	104 685 €	205 369€	+ 96.18%
Transport à la demande	242 371€	243 682€	+ 0.54%
Total	6 913 271€	7 255 285€	+ 4.95%

Les évolutions citées ci-dessus impliquent de mettre à jour les annexes nécessaires.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des Statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le règlement CE n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route,

Vu l'article 16 de l'ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016 qui stipule que la présente ordonnance n'est pas applicable aux contrats de concession attribués par un pouvoir adjudicateur, y compris lorsqu'il agit en qualité d'entité adjudicatrice, à une personne morale de droit public ou de droit privé lorsque les conditions suivantes sont réunies : 1° Le pouvoir adjudicateur exerce sur la personne morale concernée un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services ; 2° La personne morale contrôlée réalise plus de 80 % de son activité dans le cadre des tâches qui lui sont confiées par le pouvoir adjudicateur qui la contrôle ou par d'autres personnes morales qu'il contrôle.

Vu la délibération n°2019/034 DC approuvant le contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transports de la communauté d'agglomération à compter du 1er juillet 2019 pour une durée de 6 ans, décidant d'attribuer directement le contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport de la Communauté d'Agglomération à la SPL Saumur Agglobus et autorisant son Président à signer le dit contrat,

Vu la délibération n°2019-147 DC approuvant l'avenant n°1 au contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport de la communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire »,

Vu la délibération n°2020-192 DC approuvant l'avenant n°2 au contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport de la communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire »,

Vu la délibération n°2021-009 DC approuvant l'avenant n°3 au contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport de la communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire »,

Vu la délibération n°2021-071 DC approuvant l'avenant n°4 au contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport de la communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire »,

Vu la délibération n°2021-210 DC approuvant l'avenant n°5 au contrat de service public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport de la communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire »,

Vu l'avis favorable de la Commission « Mobilités » du 9 juin 2022 et l'avis sollicité le 8 septembre 2022,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser un avenant n° 6 afin de prendre en compte les ajustements de services et l'actualisation des annexes 2 (scolaires ligne 15, lignes touristiques et ligne 1 du réseau périurbain), 3, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15 et 18.


Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE RÉALISER** un avenant n°6 afin de prendre en compte les ajustements de services et l'actualisation des annexes nécessaires ;
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer le ou les documents à intervenir.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour : 66 – Contre : 0 - Abstention : 0

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »